

LES ORIGINES GEOPOLITIQUES DU PHENOMENE MAFIEUX ET DE SON DEVELOPPEMENT

PAR

Jean-Charles ANTOINE

La décennie 1990 a vu la formidable expansion des organisations criminelles pérennes, structurées de manière pyramidale, ainsi que leur accroissement sur l'ensemble de la planète. Ces groupements illégaux – nommés les mafias – répondent à des logiques expansives régionales, voire planétaires, et acquièrent au fur et à mesure un statut d'acteur international devenu incontournable.

Une mafia est un regroupement d'acteurs criminels ayant atteint un stade supérieur de la criminalité, celui où le délinquant obéit à un code d'honneur et jouit d'une certaine aura au sein de la population, qu'il utilise et qu'il contrôle souvent au moyen de la violence armée. Ce prestige acquis lui procure une image de bandit d'honneur, qui lui permet de tenter de justifier ses activités criminelles.

Inversement, hors du champ mafieux, une organisation criminelle locale ou transnationale demeure quant à elle à un stade moins atteint, moins développé territorialement, bénéficiant de moins de soutiens politiques et populaires, même si l'opinion publique locale ou nationale concernée se représente parfois son existence comme un mal obligé, une transition obligatoire d'où sortira un mieux démocratique et des règles nécessaires. Il est donc important de ne pas confondre une mafia classée comme telle et un groupe proto-mafieux – souvent dénommé « mafia » à tort par les médias – qui développe des activités criminelles mais ne possède pas des relais suffisamment implantés (groupes criminels géorgiens, bulgares, roumains, azéris, russes, tchéchènes...).

Neuf grandes mafias sont actuellement répertoriées dans le monde moderne par les services policiers et judiciaires : Cosa Nostra (Sicile), Cosa Nostra italo-américaine, 'Ndrangheta calabraise, Camorra napolitaine, Sacra Corona Unita de la région italienne des Pouilles, les Triades chinoises, Yakuzas – également dénommés les Boryokudan – japonais, la mafia albanophone et la mafia turque regroupant les Babayasin turcs. Chacune de ces mafias possède sa propre histoire, parfois liée à celle des autres, mais le dénominateur commun de leur expansion demeure la volonté de s'affranchir du pouvoir central au moyen de l'ouverture au monde, par l'utilisation des ports et du commerce maritime. Chacune de ces mafias est implantée à proximité d'un port ancien (Macao et Hong-Kong pour les Triades chinoises, New-York pour la mafia italo-américaine, Naples pour la Camorra, Gioia Tauro pour la 'Ndrangheta, Bari et Otrante pour la SCU...).

Jusqu'au mois de septembre 2001 et les attaques sur les Tours Jumelles à New York – qui a poussé le FBI à passer des alliances internes avec la mafia italo-américaine pour lutter contre le terrorisme islamique sur le sol américain –, la lutte contre le phénomène mafieux est devenue une priorité du Bureau fédéral d'investigations américain (FBI) et des principales

agences de renseignement des pays occidentaux. Durant les dix années qui avaient suivi l'effondrement de l'Union soviétique, la seule réponse avait été judiciaire. Et seuls quelques universitaires s'étaient intéressés au crime organisé en tant qu'acteur géopolitique d'un nouveau type, en recherchant les causes profondes de ce mouvement qui prenait son envol grâce à la multiplication des échanges internationaux, la complexité des structures juridiques et judiciaires étatiques, ainsi que l'extraordinaire progrès en matière de moyens de communication numérique.

La mondialisation actuelle – créatrice d'inégalités parfois criantes et de frustrations collectives –, tout comme le refus de l'autorité dans son ensemble et la globalisation des échanges sont-ils les seuls facteurs de création et d'expansion de ces mafias ? Les causes profondes des rassemblements de populations, la plupart du temps agricoles, au sein de sociétés souterraines gérées par des codes d'honneur et présentant une image romantique de « héros populaires » face aux monstres étatiques sont-elles uniquement sociales ? L'expansion mafieuse dans le monde est-elle inéluctable ?

Une analyse géopolitique des origines des mafias permet de saisir les dynamiques qui ont, au fil des décennies et des conflits, laissé des possibilités aux responsables criminels mafieux de s'ancrer toujours plus au cœur des sociétés légales. L'histoire de ces mêmes sociétés, les crises qui jalonnent depuis le XIX^e siècle l'instauration des démocraties et les rivalités géopolitiques étatiques sont de nature à faciliter la compréhension de ces expansions, qui prennent une allure exponentielle depuis l'effondrement du monde bipolaire.

Au fil des décennies, au bénéfice d'une impressionnante lecture des événements et d'une parfaite utilisation des forces politiques en présence – favorables ou contraires à leurs intérêts –, les mafias utilisent à leur tour, consciemment ou non, l'analyse géopolitique en vue de protéger leurs acquis et leurs territoires. Car, face à des Etats soucieux de pérenniser l'efficacité de leurs missions régaliennes, une organisation criminelle qui cesse son développement ou le suspend momentanément est en proie aux attaques extérieures, aux divisions internes et, par conséquent, à des excès de violence et à des assassinats et règlements de comptes.

Trois grands axes semblent se dessiner pour comprendre les paramètres géopolitiques qui ont facilité l'accroissement de la sphère d'influence de ces groupes mafieux. Le premier de ces volets d'étude présente les rivalités entre les populations locales en quête d'autoprotection face à des centres nationaux décisionnaires en perte de vitesse ou en proie à des rivalités externes à différentes époques de l'histoire. Le deuxième axe analyse les rivalités entre les milieux criminels locaux et les populations en colère ou en guerre dans le cadre du maintien ou du rétablissement de l'ordre, parfois sur demande des milieux politiques locaux ou des milieux de la classe moyenne apeurée. Enfin, le dernier axe géopolitique est la multiplication des activités mafieuses à travers le monde, sur la base de la mondialisation des échanges.

LA DELIQUESCENCE DE L'ETAT FACE A DES VOLONTES LOCALES D'AUTOGESTION ET D'AUTOPROTECTION

A la source de la création et de l'organisation de mafias se trouvent de manière systématique les symptômes de la déliquescence de l'Etat concerné et le recul de son autorité. Ce mouvement politique des Etats et, par conséquent, des gouvernements qui sont

à leur tête est en réalité soit un désir de laisser les citoyens plus libres de leurs actions, soit encore une solution pour pallier les problèmes économiques internes, soit enfin la conséquence directe de l'affaiblissement politique interne de ces mêmes Etats.

Des rivalités se développent alors pour le contrôle des territoires et, logiquement, de la maîtrise de la violence. Lorsque l'Etat opère un recul dans ses décisions quotidiennes par faiblesse politique ou économique, d'autres acteurs – en l'occurrence les mafias – cherchent à combler ce vide autoritaire pour imposer leurs lois internes aux populations qui vivent sur les territoires visés. Le principe du monopole de la violence légitime développé par Max Weber est immédiatement battu en brèche par ces acteurs criminels, qui récupèrent à leur compte ce monopole par la violence armée dans les rues, à des fins de contrôle territorial et de dissuasion face à d'autres acteurs, y compris l'Etat.

Au XIX^e siècle, dans le royaume italien, la formation de Cosa Nostra intervient dans ce cadre. Le gouvernement piémontais est en guerre et doit prioriser ses actions politiques et militaires en direction du nord du pays. Le Sud, plus pauvre et plus archaïque, s'organise, tandis que des bandits locaux imposent leurs règles par la violence, en s'alliant aux grands propriétaires terriens désireux de protéger leurs sources aquatiques pour permettre les récoltes dans leurs champs d'agrumes. L'action des décideurs politiques est dans ce cadre en net retrait. Les populations locales peuvent alors ressentir quant à elle cette évolution comme une sorte d'abandon de la part de leur capitale régionale ou nationale. Les instances gouvernementales à Rome ou celles du Piémont italien demeuraient très éloignées dans l'esprit des Siciliens, au même titre que les Romains considéraient la Sicile comme une extension de leur pays et non comme une partie intégrante de leur royaume. Cet état de fait a eu pour conséquence de générer la création, puis d'affirmer la puissance de fraternités, les *fratellanze*, sortes de groupements criminels proto-mafieux organisés, désireux de corrompre les responsables administratifs locaux tout en assurant la protection des personnes et des biens par absence de forces de l'ordre dignes de ce nom. Clotilde Champeyrache, dans son analyse sur les *Sociétés du crime*¹, fait ressortir tous les changements politiques intervenus dès la décision de la fin du système féodal en 1806 en Italie méridionale : d'une part, l'aristocratie insulaire a perdu ses pouvoirs administratifs ; d'autre part, la productivité agricole a obligé les ouvriers de la terre à augmenter leurs rythmes de travail sans protection sociale particulière. Ce vide a favorisé l'instauration d'une nouvelle classe, fondée sur la violence et désireuse non de vivre en marge de la société, mais au contraire de s'insérer dans ses strates.

Parallèlement, dans le Japon du XIX^e siècle, le changement de régime politique survenu en 1867 a engendré des conséquences similaires au sein de la société : le régime shogunal a laissé la place à un système impérial qui a mis fin, comme en Italie, au système féodal au sein de l'Empire. La sécurité des populations en a logiquement été affectée, en raison d'un grand nombre de bandes de criminels organisés et marginalisés – les Ronin –, auxquelles les habitants ont dû faire face. Le besoin de sécurité a de nouveau prévalu dans cette période troublée. Cette évolution s'est doublée d'une entrée du Japon dans une ère industrielle qui a permis l'insertion des Yakuzas² – issus du monde des jeux et des bandes criminalisées marginales – dans des pans légaux de l'économie nippone. A partir de cette période, les chefs yakuzas ont choisi de s'impliquer dans la lutte pour les intérêts nationalistes japonais et l'extrême-droite ultranationaliste et ont su saisir cette opportunité géopolitique pour asseoir leur sphère d'influence dans la population.

¹ Clotilde CHAMPEYRACHE, *Sociétés du crime. Un tour du monde des mafias*, CNRS Editions, Paris, 2007, 432 p.

² Le sigle Ya(8)-Ku(9)-Za(3) est une combinaison perdante dans le monde des jeux de dés. Elle a été la base d'une part de la mythologie Yakuzas, qui plaçait ses membres en dehors de la société, comme des perdants-nés.

Lors de ces étapes transitoires il se développe alors une distension dans les rapports entre les capitales et leurs périphéries. Ces vides géopolitiques laissent par conséquent non seulement une place béante pour des « arrangements » qui, plus ou moins criminels, présentent l'avantage de répondre aux attentes des habitants locaux – que méconnaissent généralement les agents gouvernementaux en provenance des capitales –, mais favorisent également le sentiment de sécurité dans ces régions par l'application de certaines règles au moyen de la violence souvent armée.

Il est intéressant de se pencher un instant sur l'approche qu'ont ces populations délaissées par leurs capitales ou vivant avec ce ressentiment au quotidien. Ces habitants se sentent comme abandonnés et en proie aux pires maux. La démarche psychologique de masse de ces groupes consiste alors à accepter l'émergence d'un élément fort, issu de son sein, apte à le protéger face à l'extérieur dans un but clairement défini de survie, même au risque de voir cette « bande » user de violence pour s'extraire de sa condition et d'en tirer en contrepartie des avantages. De manière générale, ce besoin en autoprotection de la part des populations devient un besoin pressant en période de trouble ou d'insécurité sociale, politique ou économique : les populations ressentent et expriment l'absolue nécessité de protéger leurs vies, leurs biens et leurs acquis. Comme l'explique le commissaire divisionnaire Jean-François Gayraud dans ses recherches sur le phénomène mafieux, ce réflexe communautaire et sécuritaire pourrait se comprendre au travers du caractère grégaire de ses membres : dans une telle situation, la facette grégaire de l'être humain semblerait l'emporter sur ses valeurs morales et l'offre sécuritaire de quelques criminels locaux trouverait alors une opportunité de départ pour commencer un déploiement criminel dans les campagnes.

Ces périodes de rivalités géopolitiques, souvent internes aux pays, poussent les habitants à accepter inconsciemment une nouvelle forme de violence légitime, celle des brigands sortis de l'ombre par opportunisme. L'Etat, en 1866 en Italie et à la même époque au Japon, en 1949 en Chine, laisse sa place à un ou plusieurs acteurs criminels, lesquels, *de facto*, deviennent des acteurs géopolitiques de premier rang par les sphères d'influence qu'ils développent et défendent et s'arrogent le droit d'user de la violence dans les rues. Leur développement originel est d'autant plus important que les populations leur sont reconnaissantes d'assurer l'ordre public, le respect de valeurs familiales et l'aide aux plus démunis dans le cas des mafias italiennes. En Chine méridionale et au Japon, les Triades et les Yakuza se sont développés sur le commerce du jeu et, par la suite, sur le maintien d'un ordre social local qui assurait la tranquillité publique.

Ce recul des Etats peut être sans fin, dans la mesure où ces membres du crime organisé, par besoin opérationnel, recherchent l'acquisition d'armes à feu en grand nombre et protègent leurs filières et leurs avoirs contre les gouvernements et d'autres prédateurs criminels. L'acquisition d'armes en quantités conséquentes devient pour eux un besoin de tous les instants. Et leurs niveaux de puissance armée leur confèrent obligatoirement un niveau de violence que peu d'habitants tentent de contrer.

Tout au long du XIX^e siècle, les zones agricoles parfois défavorisées de la Sicile, de la Campanie ou de la Calabre ont connu ce besoin sécuritaire. Dans la région de Palerme, à cette époque, alors que les exploitants agricoles se tournaient vers la production d'agrumes, les besoins en eau se sont faits croissants. La peur de voir les sources attaquées, voire tarées à des fins de concurrence commerciale, a poussé les propriétaires terriens installés à Palerme ou sur le continent à employer des hommes de main. Ces brigands locaux, dénommés par la suite les *gabellotti*, ont donc servi en premier lieu à protéger l'approvisionnement hydrique de ces nouvelles productions agricoles.

La peur du chaos parmi les sphères dirigeantes politiques est-européennes a permis également, lors de l'effondrement du monde soviétique en 1990-1991, à la Camorra et à la 'Ndrangheta de s'allier aux groupes criminels bulgares, roumains, ukrainiens, russes, polonais et baltes pour développer les activités de chacune d'entre elles dans une forme de complémentarité criminelle. En Bulgarie, à cette époque, le besoin était tellement prégnant qu'en quelques mois quelque 5 200 sociétés de sécurité privée ont été créées et ont servi à injecter des flux financiers douteux et des armes légères au sein de structures proches de milices privées. Le crime organisé a rongé rapidement ce pays nouvellement indépendant, aux structures politiques faibles, et a permis aux mafias italiennes de lancer une politique d'alliance avec ces acteurs criminels est-européens. De l'armement léger bulgare, moldave – souvent de Transnistrie, selon l'OSCE – ou ukrainien a ainsi pu être acquis à des prix très bas pour les revendre à des guérillas fondées sur le narcotrafic.

Enfin, la période de l'effondrement du monde bipolaire a été une opportunité sans précédent pour les mafias européennes. En effet, si les structures politiques soviétiques avaient pu favoriser certaines pratiques corruptives à l'Est pour l'acquisition de biens de consommation à l'Ouest, si les « Vory v Zakone »³ avaient pu survivre aux attaques de l'administration soviétique, seuls les bouleversements politiques et géopolitiques de 1991 ont favorisé l'expansion de toute une criminalité organisée est-européenne (bulgare, roumaine, ukrainienne, polonaise, balte, caucasienne, russe...), servant d'intermédiaire ou de sous-traitant aux mafias européennes ou turque.

La raison de cette évolution tient avant tout dans le recul de l'Etat soviétique à la fin des années 1980 et sa disparition définitive en 1991, qui a laissé la place à une multitude de petits Etats, aux structures politiques et administratives naissantes et affaiblies : les quatre structures politico-militaires principales – l'URSS, le Pacte de Varsovie, la Fédération yougoslave et l'Albanie – ont donné naissance à douze Etats en Europe centrale et orientale, huit Etats dans les Balkans, quatorze Etats dans le Caucase et l'Asie centrale, ainsi qu'une communauté de républiques autonomes sur le territoire russe. Une multitude de petites enclaves ethniques ont réveillé des revendications territoriales dans le Sud-Caucase et les frontières ont atteint un niveau de porosité proportionnel à la corruption existante. Cette multiplication de petits Etats a grandement favorisé l'émergence de structures criminelles organisées locales, lesquelles ont immédiatement su se rapprocher des partis politiques créés, désireux d'asseoir rapidement une crédibilité sur les échiquiers politiques nationaux et dans le besoin de liquidités à court terme pour mettre en place leurs campagnes et leurs politiques de libéralisation bancaire et économique. Des ex-membres des services secrets, des polices politiques, des sportifs de haut niveau et des gardes du corps, tous déjà rompus aux filières clandestines ou à la violence physique, sont venus grossir les rangs. A l'heure de ces changements internes, les préoccupations en termes de sécurité touchaient avant tout aux armes nucléaires abandonnées ou aux armements lourds. Cette préférence a eu pour corollaire l'abandon quasi total des armes légères et de petit calibre. Les mafias européennes ont donc su s'armer à bas prix et mettre en place des filières d'approvisionnement dans le monde entier, afin d'augmenter sensiblement leurs capacités financières et asseoir leur puissance de feu pour gagner en dissuasion face aux forces de l'ordre et aux autres structures criminelles transnationales.

Au sein de l'Union européenne enfin, les structures politiques internes et les rivalités géopolitiques entre les acteurs étatiques sont de nature à amplifier l'expansion criminelle

³ « Voleurs dans la loi » ou « Voleurs ayant une loi », les Vory v Zakone regroupent la criminalité organisée russe possédant un code d'honneur. Son existence n'a été réellement connue en Europe occidentale qu'à partir de la décennie 1990.

mafieuse. En effet, si le recul étatique se fait croissant, des freins existent quant à la perte de souveraineté dans les choix stratégiques de l'Union. Les cultures nationales, les tropismes régionaux, les craintes héritées du passé et les perceptions populaires propres à chaque région des Etats membres empêchent le plein développement d'une réponse adaptée face au crime organisé. Il n'existe actuellement pas un unique « dispositif anti-crime organisé », mais une multitude d'arsenaux juridiques nationaux, voire régionaux, qui demeurent autant de failles dans la lutte contre ces mafias et, par conséquent, des opportunités pour les chefs criminels d'échapper à la justice. Même si de solides instances policières et judiciaires européennes existent (Europol, SCCOPOL, Eurojust), les alliances bilatérales intra-européennes, les marchés commerciaux, les luttes d'influence et les rivalités de pouvoir dans l'Europe des Vingt-Sept persistent et affaiblissent l'action contre le crime organisé. Et à cette réalité s'ajoute le besoin parfois pressant de coopération avec ce crime organisé lors de périodes socialement troubles, car ces groupes criminels ont une aptitude que les Etats démocratiques perdent petit à petit : la capacité à contrôler d'une main de fer les populations sur un territoire donné.

L'ALLIANCE A DES GROUPES POLITIQUES POUR RETABLIR L'ORDRE PUBLIC

Durant les deux derniers siècles écoulés, les sociétés européennes occidentales comme l'Italie, la France ou les pays germaniques ont connu des périodes troublées politiquement et socialement.

Dans un pays centralisé et jacobin comme la France, ces crises majeures ont été centralisées sur Paris et réglées la plupart du temps dans les mêmes lieux que les phases de déclenchement. Ce paramètre est bien géopolitique, dans la mesure où l'enjeu de ces alliances « contre-nature » est bien la maîtrise et le contrôle des territoires sur lesquels les populations vivent. Les rivalités de pouvoir dans ce domaine deviennent ainsi une raison suffisante pour ne pas laisser pénétrer dans ce jeu local un ou plusieurs autres acteurs géopolitiques (révolutionnaires, envahisseurs, occupants) susceptibles de phagocyter à son tour les ressources locales.

A l'aune de cette règle, il est possible de comprendre l'aide de la mafia sicilienne durant la Seconde Guerre mondiale au profit des services secrets alliés afin de permettre le débarquement de troupes en vue de combattre l'occupant allemand : Cosa Nostra de Sicile s'était alors engagée à « tenir » les populations et les maquis pour faciliter la pénétration alliée sur son territoire.

En revanche, dans le royaume italien, où la structure étatique politique peut favoriser l'émergence de regroupements régionaux, les particularités régionales permettent durant cette période l'apparition de rivalités entre le continent en proie à la guerre avec le Piémont et les régions plus reculées et montagneuses de la Campanie, de la Calabre et de la Sicile. Dans ces interstices sociales, où le besoin en individus solidement armés – une fois de plus – se fait sentir pour rétablir l'ordre, les responsables politiques et administratifs locaux font appel directement aux responsables criminels pour disposer une chape de plomb sur la population et maintenir, voire rétablir, l'ordre royal ou républicain. Il en est ainsi en 1866, durant les émeutes à Palerme. Ces « arrangements » ou alliances de circonstances sont fondés sur le besoin en réseau de la part des politiques locaux ou nationaux et le besoin en relais sur le terrain pour son contrôle, notamment lors de périodes troublées : en 1866, lors des émeutes qui secouèrent la Sicile, les chefs mafieux locaux ont facilité l'arrivée de Garibaldi

sur l'île. Le rétablissement de l'ordre en Sicile a permis l'alliance avec l'aristocratie demeurée à Palerme ou sur le continent et, par conséquent, a favorisé la pénétration encore plus profonde de la mafia dans les couches administratives locales et nationales lors de l'Unité italienne.

Un exemple identique peut être repris en Turquie, avec l'association ponctuelle des Babas turcs avec les Loups gris nationalistes et l'armée, dans ce pays kémaliste, où la laïcité doit être protégée au quotidien. Le besoin de sécurité politique pour les instances au pouvoir deviennent alors une source d'alliance entre le monde criminel organisé – les Babas turcs – et le mouvement nationaliste – les Loups gris –, avec l'aide de l'armée nationale turque. Ce type d'opportunité géopolitique a permis aux Babas turcs de s'insérer dans la vie politique nationale, d'y mettre en place des alliances contre les Islamistes radicaux et, à l'époque de la Guerre froide, contre l'influence communiste proche. Les ententes conclues entre les mondes politique, militaire et criminel durant cette époque ont ainsi été à la base d'une corruption grandissante et de services rendus entre milieux originellement antagonistes. La meilleure illustration de ces connivences au plus haut sommet de l'Etat turc demeure l'« accident de Susurluk », qui a ouvert les yeux de l'opinion publique turque sur les collusions entre le crime organisé et Ankara : au mois de novembre 1996, dans la commune de Susurluk, un accident mortel de la circulation routière a permis de découvrir les corps du mafieux turc et membre des Loups gris Abdullah Catli, en présence de miss Turquie, d'Huseyin Kocadag, adjoint pour la sécurité du maire d'Istanbul, et, enfin, de Sedat Bucak, député kurde, seul survivant. Dans le coffre avaient été retrouvés des armes, des faux papiers et des munitions.

Au Japon enfin, ce trait de caractère géopolitique se retrouve dans la montée en puissance des Boryokudan, nommés également les Yakuzas. Leur ascension au sommet du pouvoir criminel nippon coïncide avec la montée des idées nationalistes dans l'empire du Soleil levant. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, lors des heures sombres du rationnement qui affaiblissait la population nippone dans les agglomérations en pleine expansion, l'Etat s'est appuyé, avec l'aide de la Central Intelligence Agency (CIA), agence de renseignement extérieur américain, sur les Yakuzas, afin d'empêcher toute flambée communiste dans le pays. Par leurs positions ultranationalistes, ces organisations criminelles organisées ont non seulement eu la possibilité de tenir les populations d'une main de fer pour stopper une avancée révolutionnaire contestataire, mais également d'accroître irrémédiablement leurs sphères d'influence dans le pays et dans les cercles politiques. De criminels, ces Yakuzas devenaient presque indispensables au maintien de l'ordre social établi.

Les milieux du crime organisé, qu'ils soient proto-mafieux ou mafieux, peuvent ainsi apparaître, de manière très ponctuelle, comme une sorte de rempart physique et social face aux grands changements politiques, aux émeutes qui font tant peur aux politiciens de chaque pays et aux révolutions sanglantes génératrices de « chasses aux sorcières ». Seuls ces milieux semblent aptes à répondre à des attentes en termes d'actions clandestines violentes, ce que les citoyens classiques en général seraient très probablement incapables d'accomplir au quotidien. Ces actions servent alors de garde-fou pour les sociétés, permettant aux grands chefs criminels de s'insérer toujours plus dans les milieux décisionnaires locaux ou nationaux et de maintenir une mainmise territoriale sur les populations.

Ces opportunités n'ont jamais été ignorées par les chefs criminels. En Bulgarie, le TIM – acronyme désignant le *Team* ou l'équipe – en vient à légitimer son action dans les villes bulgares par le besoin de Sofia de favoriser une période de transition après l'ère soviétique. Selon ses membres, d'anciens apparatchiks du précédent régime en place, chaque pays a besoin de périodes transitoires après des bouleversements politiques. Et le TIM n'est selon

eux qu'une réponse adaptée aux besoins sécuritaires à la fois du gouvernement et des populations. En effet, il est important, pour saisir objectivement tout le poids de la privatisation de la sécurité bulgare et ses liens avec les milieux clandestins, de resituer l'action du gouvernement actuel dans ce domaine. Le premier ministre Boïko Borissov, est un ancien policier devenu officier dans la police secrète, puis pompier et, enfin, dirigeant de sociétés de sécurité privée pour les cercles dirigeants durant la décennie 1990.

Géopolitiquement, les situations de changement ou de bouleversement politique et social sont des périodes durant lesquelles les rivalités de pouvoir prennent corps de manière fulgurante, souvent dans des excès de violence. Force est alors de constater que la mainmise de groupes criminels sur les populations peut en effet être à l'origine d'un maintien de l'ordre et de tranquillité publique, au prix d'un renoncement à la morale et à la justice sociale. Et lors de périodes troublées socialement, il est nécessaire de comprendre que les dirigeants politiques n'ont souvent à leur disposition que quelques heures pour prendre leur décision. Finalement, l'option radicale, quelles qu'en soient les conséquences indirectes, est la plupart du temps choisie.

Toutefois, il arrive également que les acteurs du crime organisé eux-mêmes parviennent à un stade d'implantation tel que le besoin en rétablissement de l'ordre s'opère en même temps que l'instauration d'un Etat. Le cas de la mafia albanophone en est un parfait exemple : il est communément admis de nos jours que, lorsque les forces de l'Alliance atlantique ont pénétré sur le sol kosovar en 1999, des membres de la mafia albanophone venus de la région de Skhöder, ville frontière située dans le nord de l'Albanie, ont également tiré profit de l'état de guerre dans lequel ce territoire demeurait pour y mettre en place une économie parallèle ; les émeutes de 1997 à Tirana avaient permis à ces clans de s'armer à bas coût lors du pillage organisé des arsenaux et entrepôts militaires du pays.

La multiplication des filières clandestines (armes, carburant, biens de consommation, puis produits stupéfiants) a permis le renforcement de la puissance financière et, plus tard, politique des membres de cette mafia albanophone. A tel point qu'une forme de collusion opérationnelle s'est effectuée entre cette criminalité organisée et le mouvement de libération du Kosovo (UCK) pour combattre la présence serbe. Pour les Etats-Unis, même si les dirigeants américains de l'époque le nient, cette collusion permettait d'amplifier la lutte contre le pouvoir serbe et, par conséquent, de réduire la sphère d'influence russophile en Europe du Sud. L'acteur principal local de la « libération » du territoire kosovar a donc été une sorte de formation politico-militaire hybride, dont des éléments internes ou associés étaient liés au crime organisé local. De cette formation s'est extrait Hashim Thaçi, l'actuel Président de l'Etat kosovar nouvellement indépendant, dont des éventuels liens avec la mafia albano-kosovare demeurent, selon ses opposants politiques, assez flous. Cet exemple montre toute l'importance que le crime organisé a pu acquérir dans les Balkans, une région stratégique, un carrefour de toutes les routes commerciales clandestines entre l'Est et l'Ouest. Cette évolution fulgurante en une décennie de la puissance du crime organisé dans son ensemble n'a pu être rendue possible que grâce à la mondialisation des échanges, eux-mêmes en pleine croissance suite à l'avènement planétaire du libre-échange.

UNE MULTIPLICATION DES ACTIVITES MAFIEUSES
SUR FOND DE MONDIALISATION
ET EN L'ABSENCE DE POLITIQUES REPRESSIVES EFFICACES

Ce dernier volet représente la condition qui a permis une véritable explosion des gains financiers du crime organisé depuis l'effondrement du monde bipolaire et, par conséquent, le renforcement permanent des sphères d'influence économiques et politiques de ses acteurs directs.

Aux XIX^e et XX^e siècles, pendant et après les périodes politiquement et socialement troubles, le crime organisé mafieux est parvenu à naître, à quitter ses régions d'origine et à s'exporter sur d'autres continents (ainsi, la Cosa Nostra italo-américaine, issue de la Cosa Nostra de Sicile, grâce à l'afflux d'émigrés italiens à New York) en sachant utiliser les opportunités géopolitiques que les sociétés et leurs changements proposaient. Néanmoins, l'influence acquise en ce début de XXI^e siècle n'aurait jamais pu être atteinte sans la mondialisation actuelle. L'engouement dont ont fait preuve les grandes puissances pour l'avènement du capitalisme mondial a poussé les acteurs économiques à favoriser la multiplication des échanges mondiaux.

La mondialisation galopante et l'accroissement des flux aériens, maritimes ou terrestres, qu'ils fussent routiers, autoroutiers ou ferroviaires, ont permis de dissimuler les flux clandestins, le trafic de drogues et d'armes, les filières de l'immigration clandestine et la traite des êtres humains sur toute l'étendue de la planète. La généralisation des critères capitalistes à travers le monde a engendré une augmentation permanente des échanges, des services et des matières premières. Les vecteurs de ces échanges (voitures, camions, navires de plaisance ou de marine marchande, avions) ont été petit à petit détournés de leur fonction première pour servir les intérêts du crime organisé. Tout téléspectateur a déjà eu l'occasion de voir des images de cargaisons de drogues dissimulées dans les cales d'un bateau en provenance d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique.

La question centrale et primordiale n'est plus tant de savoir si de telles pratiques sont en vigueur, mais bien de saisir où, quand, comment et vers où elles se pratiquent. Une sorte de banalisation de la criminalité organisée semble de nos jours s'opérer dans nos sociétés occidentales, comme si ces organisations mafieuses étaient devenues un acteur à part entière de la vie de toute société, un *alter ego* qu'il est nécessaire de tolérer, voire d'accompagner. Cette évolution est une grande victoire pour les mafias, qui ont su profiter de l'évolution économique mondiale pour se glisser dans les failles systémiques pour mélanger les activités légales et illégales et parfois même se rendre utiles à l'humanité.

En Calabre, le port de Gioia Tauro, construit en 1994 avec des fonds européens, est devenu en une grosse décennie un des plus importants ports à conteneurs de toute la Méditerranée. Tout contrôle systématique y est impossible et la 'Ndrangheta y a assis son autorité dans toutes les catégories professionnelles qui oeuvrent dans ce terminal portuaire.

La carte ci-dessous illustre toute l'importance des flux maritimes qui demeurent non contrôlés et en pleine croissance. Les ports de Gibraltar, Gênes, La Valette, Gioia Tauro, Athènes et Istanbul sont devenus des zones sensibles, susceptibles de faire l'objet de pénétration de la mafia pour renforcer son implantation.



Source : Vincent MORINEAUX, *La Méditerranée*, Editions du Temps, 2001.

La multiplication des transports maritimes est mise en avant pour expliquer la multiplication des filières clandestines de tous ordres. Les conteneurs servent à dissimuler de la drogue, des armes, des êtres humains désireux de quitter leur pays d'origine (souvent la Chine ou l'Asie du Sud-Est, en utilisant les filières clandestines maîtrisées par les Triades).

Déchargement dans le port de Gioia Tauro



Les flux maritimes actuels sont en pleine croissance depuis deux décennies. L'image ci-contre illustre la difficulté de contrôler ces flux, les trajets qu'ils empruntent et les étendues sur lesquelles des centaines de tels containers sont entreposés. Le commerce maritime, contrairement aux flux aériens, ne fait pas l'objet de contrôles systématiques.

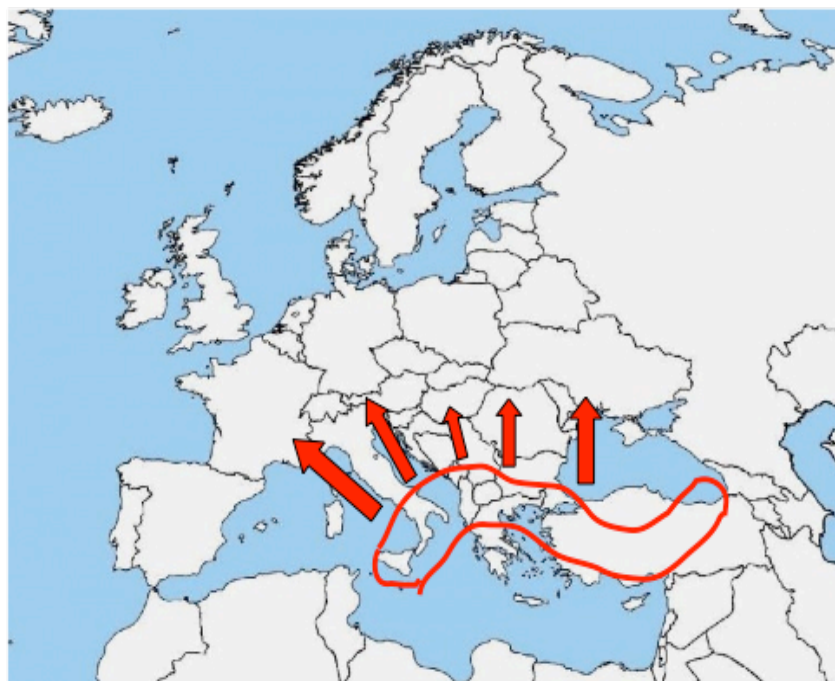
Source : site Internet du port de Gioia Tauro.

Le port de Singapour est relié à 400 lignes maritimes et à 740 ports de commerce dans le monde. Le flux de conteneurs, selon la capitainerie de Port Klang à Kuala Lumpur, port secondaire de Singapour, serait passé de 1,1 million de conteneurs en 1995 à plus de 3,2 millions en 2000. De 1997 à 2010 les détroits du Bosphore, de Malacca ou de la Sonde ont dû développer des zones secondaires, non surveillées, pour assurer les besoins en transports maritimes. Selon le *Containerization International Yearbook* de 2003, l'Europe

occidentale a connu une augmentation de 24,2 % de son trafic de conteneurs, tandis que l'Asie représente aujourd'hui 48,1 % du trafic mondial.

La même utilisation en est faite pour les flux de migrants clandestins dissimulés dans les exodes de populations fuyant les conflits, mettant ainsi à profit les dispositifs législatifs européens de liberté de circulation intracommunautaire. De nombreux Kosovars ont fui la guerre en 1999 et sont venus se réfugier en Europe occidentale pour y trouver sécurité et tranquillité face aux populations serbes. Toutefois, ces masses importantes de populations ont permis de mettre en place des filières d'immigration clandestine par le canal d'Otrante, entre l'Italie et les ports de Vlora et Durrës, toujours en activité depuis au moins une décennie.

L'expansion mafieuse en Europe dans la décennie 1990



Arc criminel mafieux européen



Poussée mafieuse vers le nord de l'Europe

source :

Jean-François Gayraud, *Le monde des mafias, géopolitique du crime organisé*,
Edition Odile Jacob, Paris, septembre 2005

Dans ce cadre se comprend la création, presque de toutes pièces, de la dernière née des mafias italiennes, la Sacra Corona Unita des Pouilles, au début de la décennie 1990. Une décision antimafia des tribunaux romains dans les années 1980 a poussé les juges antimafia à délocaliser les parrains mafieux de la Camorra, de Cosa Nostra et de la 'Ndrangheta jusque dans la région reculée des Pouilles afin de casser leurs liens avec leurs régions d'origine, mais sans leur interdire le droit de visite des familles. Contrairement aux attentes et malgré les réponses gouvernementales tardives – il faut attendre l'année 2003 pour voir la création de

patrouilles italiennes mixtes police-douanes dans la mer Adriatique et le canal d'Otrante –, cette décision judiciaire a eu pour effet de favoriser la création de la SCU par une alliance locale entre tous les mafieux déplacés. L'arrivée des migrants albanophones, porteurs de drogues dès 1991 et d'armes par petites quantités dès 1997, après l'insurrection albanaise la même année, a donné à cette nouvelle mafia une puissance financière et militaire fulgurante. La SCU dispose actuellement d'une position stratégique sans pareil en Europe pour les trafics illicites en tous genres.

Face à cette expansion mondiale des mafias européennes, chinoises et japonaises, les structures supranationales n'ont pas su apporter une réponse adaptée en temps voulu. L'Organisation des Nations Unies (ONU) n'a pris des mesures d'harmonisation globale entre les Etats membres qu'à partir de la Convention sur le crime organisé de décembre 2000, adoptée à Palerme. L'Union européenne (UE), quant à elle, n'a pas mené à terme de politique répressive globale de lutte contre le crime organisé : des structures de coopération existent autour d'Europol, du Collège européen de police (le CEPOL) ou de la lutte contre le trafic d'armes – avec les Experts en armes à feu, le groupe EFE – ou contre la fraude aux frontières – par le biais de l'OLAF –, mais aucune harmonisation des politiques n'est pour l'heure établie. La lutte contre la corruption aux frontières internes ou externes de l'Union européenne n'en est qu'à ses débuts, notamment grâce aux plans d'action commune entre l'UE et la Moldavie, l'Ukraine ou le Maroc, dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV). Cependant, la mise en place de politiques répressives locales est lente et la corruption étatique aux abords de l'UE demeure un frein gigantesque pour ces politiques de sécurité commune. A titre d'exemple, hors de la zone de l'UE, au Kosovo, la mafia albanophone sait traverser les frontières entre la Serbie et le Kosovo en rémunérant en argent ou en biens les douaniers kosovars aux *gates* 1 et 31, cela, au vu des militaires Eulex chargés de lutter contre ces trafics.

Ces faiblesses supranationales ne sont pas une cause directe de l'expansion mafieuse dans le monde, mais favorisent une sorte d'impunité dans l'esprit des membres de ces mafias et ralentissent les procédures judiciaires. La libre circulation des personnes et des biens a nettement favorisé, depuis 1993, la multiplication des filières clandestines, en raison de la multiplication des arsenaux répressifs nationaux qui parfois s'entrechoquent selon les lieux de saisine et l'absence de contrôle aux frontières internes.

L'implantation mafieuse au moyen du trafic de drogues devient aisée lorsque des acteurs mafieux albanophones s'allient à des mafieux turcs dans la région de Verviers en Belgique, tandis que la répression perd en efficacité en raison des multiples possibilités de fuite dans cette région aux trois frontières. De manière complémentaire, l'Allemagne ne définit pas une arme de la même manière selon ses *Länder* ou en comparaison avec la Belgique ou la France, sachant que ces pays n'ont même pas une définition légale dans ce domaine – la France précisément ne définit pas une arme à feu dans son décret-loi du 18 avril 1939 relatif au commerce des armes à feu.

Suivent alors, par la suite, les différentes formes de racket sur les populations contrôlées – souvent les diasporas, qui servent de relais et de couverture forcée aux activités mafieuses –, la prostitution, la traite des êtres humains et des organes. Dans les régions d'origine en Europe, les mafias italiennes s'orientent de plus en plus vers le détournement des aides financières européennes. La mafia turque et la mafia albanophone axent quant à elles leurs activités illicites sur le trafic de drogues (héroïne d'Asie centrale, cocaïne d'Amérique latine par l'intermédiaire de la Camorra et la 'Ndrangheta qui échangent des armes est-européennes contre de la cocaïne colombienne), de voitures volées, de femmes en provenance d'Ukraine, de Moldavie ou de Russie, ainsi que de cigarettes.

La responsabilité en revient également aux Etats membres eux-mêmes, qui peinent à restreindre leur autonomie nationale dans le domaine souvent par peur de perdre une part supplémentaire de leur souveraineté. De plus, chaque Etat développe ses propres préoccupations internes et la lutte contre Cosa Nostra ou la Camorra inquiète actuellement assez peu l'Islande ou le Danemark.

De nos jours, les mafias italiennes, albanophone, turque, chinoise et japonaise cherchent à injecter leurs avoirs dans les économies légales. Forme suprême du blanchiment, cette tendance se remarque notamment dans les territoires d'où sont originaires ces mafias. A Reggio di Calabria, à Palerme comme à Macao ou Hong Kong, des entreprises légales et productives se développent exclusivement avec l'argent des mafias concernées, servant d'autant les intérêts politiques et économiques des parrains mafieux implantés localement.

Cette évolution limite encore la lutte contre les filières mafieuses, dans la mesure la légalité de ces sociétés est difficilement mise en cause lorsque les fonds de départ proviennent de paradis fiscaux dont les gouvernants refusent d'établir la traçabilité des avoirs financiers ciblés.

* *

*

Le phénomène mafieux a bénéficié dans les deux dernières décennies de trois facteurs hautement favorables pour son développement planétaire, à savoir tout d'abord le net recul politique des Etats, voire parfois leur disparition, ensuite la capacité à s'interposer au sein des sociétés pour maintenir, voire rétablir, l'ordre en cas de nécessité – éventuellement à la demande des sphères politiques – et, enfin, une mondialisation des échanges sans précédent qui ne fait l'objet d'aucun contrôle judiciaire suffisamment efficace. Dans l'histoire humaine, la réunion de ces trois facteurs n'avait jamais eu lieu dans ces termes, au même moment et dans de telles proportions.

Les organisations mafieuses bénéficient depuis deux siècles de conditions géopolitiques favorables à leur action et à leur expansion, à savoir l'existence de rivalités géopolitiques dans les domaines politique, économique et social, pour la maîtrise et le contrôle absolu des territoires et des populations qui y vivent.

Il est donc naturel que des éléments de la criminalité organisée aient senti toute l'opportunité qu'il leur était possible de saisir au travers des paramètres géopolitiques que notre société offre depuis vingt ans. Cette situation, doublée de difficultés dans le désir d'harmonisation des politiques publiques de lutte contre le crime organisé en Europe – en raison des pertes de souveraineté, des différences culturelles, des structures politiques et des arsenaux législatifs nationaux –, facilite depuis deux décennies l'implantation mafieuse sur notre continent.

A l'heure actuelle, la Vieille Europe, sur le territoire de laquelle six des neuf mafias reconnues sont établies, apparaît comme une sorte de sanctuaire pour les organisations criminelles mafieuses sur l'axe Palerme-Naples-Bari-Vlora-Shköder. Les conséquences géopolitiques sont lourdes dans ce domaine. En effet, si le recul des Etats a facilité l'expansion mafieuse en Europe puis dans le monde, cette évolution bat en brèche désormais

les tentatives étatiques de récupérer le monopole de la violence légitime. L'idée même d'Etat-nation comme le XIX^e siècle l'avait proposée pourrait même sembler au fil des années obsolète. La supranationalité européenne dissout petit à petit les identités nationales et les populations semblent désirer se raccrocher à des réalités régionales, voire municipales ou même familiales. Ces dernières échelles de valeur sont le royaume des clans mafieux ou criminels, au sein duquel l'entraide paraît plus proche et réelle.

Il peut par conséquent paraître particulièrement difficile de combattre un phénomène territorial avec des concepts eux-mêmes en pleine déliquescence et inadapté de tenter d'apporter des solutions aux symptômes et aux concrétisations de la violence plutôt qu'aux sources originelles du mal. L'analyse géopolitique de ce phénomène de société doit donc permettre de remonter aux sources pour apporter les réponses en temps voulu. Et, dans ce cadre, l'Etat-nation, dans sa force centralisatrice et son désir de rassemblement, demeure encore la solution idoine pour combattre durablement la constitution et l'implantation d'organisations mafieuses ou criminelles organisées ou, du moins, en réduire l'influence.